



Déclaration de la FNEC-FP FO au CHSCT du 22 mars 2022

Monsieur le Président du CHSCT, Mesdames et messieurs les membres du CHSCTD,

Si le niveau de contamination actuel demeure très haut, beaucoup plus haut qu'à l'automne dernier, depuis le lundi 14 mars, un énième protocole a été publié : le port du masque n'est plus obligatoire, le brassage des classes est à nouveau possible, l'EPS en intérieur également... Tout semble aller pour le mieux ! Notre ministre le clame comme il clamait que les enfants ne transmettaient pas le virus, que le port du masque était inutile, ou encore que les capteurs de CO2 étaient superflus. Nous prenons cette décision pour ce qu'elle est : un acte politique à quelques semaines des élections.

D'ailleurs avec, un ministre qui s'est exonéré de toutes ses responsabilités d'employeur en matière de protection des personnels, en matière de réglementation du travail depuis des mois, la prise en compte de la santé des agents n'a pas dû peser bien lourd dans cette décision. Nous ne nous berçons d'aucune illusion. Car c'est bien l'incurie gouvernementale, la multiplication des protocoles inapplicables et non protecteurs qui sont venus aggraver la souffrance et la fatigue de l'ensemble des personnels de l'Education Nationale.

Il aura fallu une mobilisation historique le 13 janvier dernier pour qu'enfin arrivent dans les établissements des masques chirurgicaux et des masques FFP2 que notre organisation réclame depuis deux ans ! Notons que ce matériel est arrivé à la veille de la publication de ce dernier protocole ! Sous l'impulsion de FO, cette mobilisation aura aussi permis le recrutement de la totalité de la liste complémentaire, revendication toujours portée avec force et conviction qui avait toujours été refusée jusqu'alors par le ministre et par le Recteur d'Académie.

Pour autant, le nombre de personnels est toujours insuffisant au regard des problèmes de remplacement actuel dans le 1er degré, malgré une chute significative du taux d'incidence et des infections à la COVID dans les établissements scolaires si l'on se réfère aux chiffres récemment communiqués. Ces absences non remplacées ont toujours des répercussions importantes sur le fonctionnement des établissements et impactent considérablement la santé physique et psychologique des personnels. Et ce n'est pas la mise en place de services externes à l'Education Nationale, à l'instar d'Anjdaro, start-up, et succursale TimTalent financé par Edenred, groupe qui s'occupe au passage de la privatisation de l'action sociale avec le financement de PREAU. L'externalisation des services, c'est la privatisation de l'Education Nationale. Pour la FNEC-FP FO, le problème du remplacement, ce n'est pas sa gestion par les services, mais c'est bien le manque de personnels sous statut.

Il y a donc bien toujours un problème de moyens qui dégrade les conditions de travail et d'enseignement ! Comment accepter alors que le ministre Blanquer se targue d'avoir rendu 675 millions d'euros sur son budget ces deux dernières années ? Ce manque de moyens accordés pèse sur les personnels, notamment les directeurs et directrices d'école, sans même parler de l'inclusion scolaire systémique qui impacte à tous les niveaux.

En effet, l'administration demande toujours plus aux directeurs et directrices d'école sans temps supplémentaire, sans une aide administrative pérenne et sous statut, avec des missions toujours en augmentation (tests salivaires, évaluation CP, la gestion des attestations sur l'honneur ...) au détriment de l'animation des équipes pédagogiques notamment : les directeurs et directrices deviennent des personnels administratifs loin de leurs missions d'origine. Et ce n'est pas l'application de la loi Rilhac qui résoudra les problèmes, bien au contraire : conjuguée avec la disparition du corps des IEN au 1er janvier 2023, elle va faire reposer le fonctionnement des écoles sur leurs épaules.

Les directeurs et directrices sont à bout tout comme les PsyEN EDA qui subissent de plein fouet l'école inclusive, la souffrance des personnels mais aussi des familles et des élèves face à cette école inclusive mise en place par la loi de

Refondation : dossiers MDA toujours plus nombreux, perte du sens de leurs missions, frais de déplacement non versés, manque de personnels dans les RASED, secteurs et nombre d'élèves à suivre trop importants... De plus, les PsyEN EDA, tout comme d'autres personnels (les collègues administratifs, les infirmières scolaires, les Assistantes sociales, ...) ne bénéficient pas de remplacement quand ils sont absents ce qui a des conséquences sur leur charge de travail et sur la santé au travail.

Quant à l'inclusion scolaire, le nombre de RSST sur ce sujet est toujours aussi éloquent et le manque de places dans les structures est grandissant. Il y a un glissement inacceptable de la prise en charge de ces élèves dans les structures et les classes. Ainsi, les IME et les ITEP accueillent de plus en plus des élèves relevant des hôpitaux de jour, les ULIS des enfants relevant d'IME, les SEGPA des enfants d'ULIS, les classes classiques des enfants d'ULIS ... Encore une fois, le manque de moyens impacte les conditions de travail et d'enseignement tout en maltraitant l'ensemble des acteurs et en leurrant les familles !

La FNEC-FP FO demande la création de tous les postes nécessaires dans les établissements spécialisés, la fin de l'inclusion systématique avec l'abrogation de la loi de Refondation, la création d'établissements spécialisés à hauteur des besoins, le recrutement de tous les AESH nécessaires en leur garantissant un vrai salaire et un statut de fonctionnaire.

Nous nous réunissons aussi alors qu'un conflit militaire perdure en Ukraine, conflit que Force Ouvrière condamne. Ce conflit ukrainien impacte actuellement le pouvoir d'achat de tous les personnels de l'Education Nationale. Ainsi, le prix du carburant flambe jour après jour et les personnels itinérants comme les psychologues de l'Education Nationale, les infirmières et médecins scolaires, les remplaçants ... continuent de se déplacer dans le cadre de leurs missions. La FNEC-FP FO revendique l'augmentation du taux journalier moyen de l'ISSR, la revalorisation du paiement des frais de déplacement pour les personnels en postes fractionnés et la prise en charge de la totalité des frais de déplacement pour les personnels itinérants (dont les remboursements de frais sont largement insuffisants depuis des années et ne reposant que sur des enveloppes fermées), et la revalorisation des indemnités kilométriques. Nous déposerons un avis à ce propos aujourd'hui.

La situation devient donc insupportable d'autant plus que le point d'indice a été totalement bloqué lors de la mandature du président Macron ce qui est du jamais vu, et ce ne sont pas les récentes promesses électorales qui ont matière à satisfaire les revendications urgentes, à commencer par l'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice, à hauteur de 22,68 % qui correspondent aux pertes subies depuis 2000 au regard de l'inflation !

Enfin, le Conseil des ministres du 9 mars a adopté le décret mettant fin au statut actuel des inspecteurs généraux, qui seront nommés désormais sur mission, et qui seront dans une plus grande dépendance envers les ministres. La FNEC-FP FO tient à exprimer son inquiétude quant à l'avenir des ISST et de l'indépendance qu'exige leur fonction, a fortiori au moment où le gouvernement s'acharne à vider les CHSCT de leurs prérogatives. Dans la continuité, la FNEC-FP FO rappelle son opposition à la loi de la Transformation de la Fonction Publique qui va supprimer les CHSCT en créant une nouvelle entité suite à la fusion avec les comités techniques.

La FNEC-FP FO s'opposera à toute logique gouvernementale qui consiste à réduire le nombre de fonctionnaires, notamment par le recrutement de contractuels ou par la mise en place de la formation initiale du ministre Blanquer.

La FNEC-FP FO combattra toutes les tentatives de privatisation de l'Ecole publique et laïque ainsi que la suppression des statuts nationaux qui garantissent l'indépendance des personnels.